

Le cas échéant, une copie de ces documents est adressée en même temps au fonctionnaire délégué. »

**Art. 34.** L'article 204 de la même ordonnance est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'application des articles 17, 21, 24, 30, 31, 33, 36, 37, 38, 49, 50, 51, 53, 57, 60, 61, 67bis, 68, 69, 70, 72, 75, 76, 79, 84, 85, 91bis, 112, 152, 170, 174, 176, 180 et 181, le plan de secteur est assimilé au plan régional d'affectation du sol. »

**Art. 35.** A l'article 205, § 1er, alinéa 3, de la même ordonnance, y inséré par l'ordonnance du 30 juillet 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 concernant l'urbanisation et » sont insérés entre les mots « en application » et « de l'article 17 »;

2° l'alinéa est complété par la phrase suivante :

« Dans ces cas, l'article 67bis n'est pas d'application. »

**Art. 36.** Un article 205bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même ordonnance :

« Article 205bis. Les plans d'expropriation approuvés antérieurement au 1er juillet 1987 en application de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, cessent de produire leurs effets au 1er janvier 1997.

Les plans d'expropriation approuvés à partir du 1er juillet 1987 en application de la loi organique précitée, cessent de produire leurs effets au terme d'un délai de dix ans.

Lorsque l'autorité compétente souhaite poursuivre l'expropriation au terme des délais visés aux alinéas 1er et 2, il est procédé conformément aux articles 69, 70, 71, 72, 73 et 74. Dans ce cas, l'article 77, alinéa 3, est d'application. »

**Art. 37.** La présente ordonnance entre en vigueur le 1er décembre 1993.

Adopté par le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale  
Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 novembre 1993.

Le Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget,  
de la Fonction publique et des Relations extérieures,  
J. CHABERT

Le Ministre du Logement, de l'Environnement,  
de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,  
D. GOSUIN

Le Ministre de l'Economie,  
R. GRIJP

Le Ministre des Travaux publics, des Communications  
et de la Rénovation des Sites d'Activités économiques désaffectés,  
J.-L. THYS

In voorkomend geval wordt een afschrift van deze documenten tegelijk naar de gemachtigde ambtenaar gezonden. »

**Art. 34.** Artikel 204 van dezelfde ordonnantie wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de toepassing van de artikelen 17, 21, 24, 30, 31, 33, 36, 37, 38, 49, 50, 51, 53, 57, 60, 61, 67bis, 68, 69, 70, 72, 75, 76, 79, 84, 85, 91bis, 112, 152, 170, 174, 176, 180 en 181 wordt het gewestplan met het gewestelijk bestemmingsplan gelijkgesteld. »

**Art. 35.** In artikel 205, § 1, derde lid, van dezelfde ordonnantie, ingevoegd bij de ordonnantie van 30 juli 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « van de besluitwet van 2 december 1946 betreffende de stedebouw en » worden ingevoegd tussen de woorden « bij toepassing » en « van artikel 17 »;

2° het lid wordt aangevuld met de volgende zin :

« In die gevallen is artikel 67bis niet van toepassing. »

**Art. 36.** Een artikel 205bis luidend als volgt, wordt in dezelfde ordonnantie ingevoegd :

« Artikel 205bis. De onteigeningsplannen, goedgekeurd vóór 1 juli 1987 met toepassing van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en de stedebouw, treden buiten werking op 1 januari 1997.

De onteigeningsplannen, goedgekeurd vanaf 1 juli 1987 met toepassing van voornoemde organieke wet, treden buiten werking na een termijn van tien jaar.

Wanneer de bevoegde overheid de onteigening na de in het eerste en het tweede lid bedoelde termijnen wenst voort te zetten, wordt tewerk gegaan overeenkomstig de artikelen 69, 70, 71, 72, 73 en 74. In dat geval is artikel 77, derde lid, van toepassing. »

**Art. 37.** Deze ordonnantie treedt in werking op 1 december 1993.

Aangenomen door de Brusselse Hoofdstedelijke Raad  
Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 23 november 1993.

De Voorzitter van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en Minister van Ruimtelijke Ordening, Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling,

Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting,  
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,  
J. CHABERT

De Minister van Huisvesting, Leefmilieu,  
Natuurbehoud en Waterbeleid,  
D. GOSUIN

De Minister van Economie,  
R. GRIJP

De Minister van Openbare Werken,  
Verkeer en Vernieuwing van Afgedankte Bedrijfsruimten,  
J.-L. THYS

F. 93 — 2717

[C — 31400]

23 NOVEMBRE 1993. — Ordonnance modifiant l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 107quater de la Constitution.

(1) Documents du Conseil :

Session ordinaire 1993-1994

A — 284/1 Projet d'ordonnance

A — 284/2 Rapport

Compte rendu intégral :

Discussion : séance du 18 novembre 1993.

Adoption : séance du 18 novembre 1993.

N. 93 — 2717

[C — 31400]

23 NOVEMBER 1993. — Ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 107quater van de Grondwet.

(1) Documenten van de Raad :

Gewone zitting 1993-1994

A — 284/1 Ontwerp van ordonnantie

A — 284/2 Verslag

Volledig verslag :

Bespreking : vergadering van 18 november 1993.

Aanneming : vergadering van 18 november 1993.

**Art. 2.** Dans l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale, les mots « l'Exécutif » sont remplacés par les mots « le Gouvernement ».

**Art. 3.** A l'article 3, alinéa unique, de la même ordonnance, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° le 1° est remplacé par la disposition suivante :  
« 1° projet : tout projet mentionné à l'annexe A ou à l'annexe B de la présente ordonnance; »;
- 2° le 2° est complété comme suit :  
« relatif à une installation de classe I.A. ou I.B. au sens de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement; »;
- 3° dans le 4°, le mot « et » est remplacé par le mot « ou »;
- 4° dans le 5°, les mots « un certificat et un permis » sont remplacés par les mots « un certificat ou un permis »;
- 5° dans le 11°, les mots « et aux articles 12 et suivants » sont remplacés par les mots « ou aux articles 12, 13 et 15 ».

**Art. 4.** A l'article 4 de la même ordonnance, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° au § 1er, alinéa 1er, les mots « précédée d'une note préparatoire » sont supprimés;
- 2° le § 1er, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :  
« Pour les projets mentionnés à l'annexe A, 1° et 2°, un certificat d'urbanisme ou d'environnement est requis préalablement à l'introduction d'une demande de permis d'urbanisme ou de lotir ou de permis d'environnement. »;
- 3° au § 2, alinéa 1er, les mots « , ainsi que les projets de plans particuliers d'affectation du sol » sont supprimés;
- 4° le § 2, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :  
« Pour les projets mentionnés à l'annexe B, 1° et 2°, un certificat d'urbanisme ou d'environnement peut être délivré préalablement à l'introduction d'une demande de permis d'urbanisme ou de lotir ou de permis d'environnement. »;
- 5° au § 3, troisième phrase, les mots « le projet d'arrêté » sont remplacés par les mots « l'arrêté ».

**Art. 5.** Dans l'article 5, alinéa 1er, de la même ordonnance, les mots « permis d'urbanisme et d'environnement » sont remplacés par les mots « permis d'urbanisme et de permis d'environnement ».

**Art. 6.** Dans l'article 6 de la même ordonnance, les mots « un reçu ou » sont insérés entre les mots « contre » et « une attestation ».

**Art. 7.** L'article 7 de la même ordonnance est abrogé.

**Art. 8.** Dans l'article 8, alinéa 1er, de la même ordonnance les mots « , 1° ou 2°, » sont insérés entre les mots « annexe A » et « est accompagnée ».

**Art. 9.** L'article 9 de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« La demande de certificat, accompagnée de la note préparatoire, est introduite conformément aux dispositions prévues aux articles 109 et 140 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme ou aux articles 12, 13 et 15 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement.

En cas de projet mixte, le dossier de demande de certificat d'environnement est incomplet à défaut d'introduction du dossier complet de la demande de certificat d'urbanisme correspondante et le dossier de demande de certificat d'urbanisme est incomplet à défaut d'introduction du dossier complet de la demande de certificat d'environnement correspondante.

L'autorité qui délivre l'accusé de réception transmet simultanément un exemplaire du dossier à l'Institut lorsqu'il n'est pas saisi du dossier. ».

**Art. 10.** A l'article 10, § 1er, de la même ordonnance, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :  
« Dans les trente jours de la délivrance de l'accusé de réception ou de l'écoulement du délai visé aux articles 109 et 140 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme ou aux articles 12 et 15 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement, l'Institut établit le projet de cahier des charges de l'étude d'incidences et transmet l'ensemble du dossier, avec ses observations éventuelles, au collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle le projet doit, pour sa partie la plus importante, être exécuté. »;

**Art. 2.** In de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden de woorden « de Executieve » vervangen door de woorden « de Regering ».

**Art. 3.** In artikel 3, enig lid, van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° de 1° wordt vervangen door de volgende bepaling :  
« 1° project : ieder project vermeld in bijlage A of in bijlage B van deze ordonnantie; »;
- 2° de 2° wordt aangevuld als volgt :  
« betreffende een inrichting van klasse I.A. of I.B. in de zin van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning; »;
- 3° in de 4°, wordt het woord « en » vervangen door het woord « of »;
- 4° in de 5°, worden de woorden « een attest en vergunning » vervangen door de woorden « een attest of een vergunning »;
- 5° in de 11°, worden de woorden « en artikelen 12 en volgende » vervangen door de woorden « of artikelen 12, 13 en 15 ».

**Art. 4.** In artikel 4 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « , voorafgegaan door een voorbereidende nota » geschrapt;
- 2° § 1, tweede lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :  
« Voor de projecten vermeld in bijlage A, 1° en 2°, moet, alvorens een aanvraag om stedenbouwkundige of verkavelingsvergunning of om milieuvergunning wordt ingediend, een stedenbouwkundig attest of een milieu-atteest verkregen worden. »;
- 3° in § 2, eerste lid, worden de woorden « evenals de ontwerpen van bijzonder bestemmingsplan » geschrapt;
- 4° § 2, tweede lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :  
« Voor de projecten vermeld in bijlage B, 1° en 2°, kan een stedenbouwkundig attest of een milieu-atteest worden afgegeven vóór de indiening van een aanvraag om stedenbouwkundige of verkavelingsvergunning of om milieuvergunning. »;
- 5° in § 3, derde regel, worden de woorden « het ontwerp van besluit » vervangen door de woorden « het besluit ».

**Art. 5.** In artikel 5, eerste lid, van dezelfde ordonnantie, worden de woorden « een stedenbouwkundige en een milieuvergunning » vervangen door de woorden « een stedenbouwkundige vergunning en een milieuvergunning. ».

**Art. 6.** In artikel 6 van dezelfde ordonnantie worden tussen de woorden « tegen » en « indieningsbewijs » de woorden « een reçu of » ingevoegd.

**Art. 7.** Artikel 7 van dezelfde ordonnantie wordt opgeheven.

**Art. 8.** In artikel 8, eerste lid, van dezelfde ordonnantie worden tussen de woorden « in bijlage A » en « vermeld project » de woorden « , 1° of 2°, » ingevoegd.

**Art. 9.** Artikel 9 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De attestaanvraag en de voorbereidende nota worden ingediend overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 109 en 140 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw of van de artikelen 12, 13 en 15 van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning.

Betreft het een gemengd project, dan wordt het dossier voor de aanvraag om milieu-atteest als onvolledig beschouwd indien geen volledig dossier van de overeenstemmende aanvraag om stedenbouwkundig attest ingediend werd en is het dossier voor de aanvraag om een stedenbouwkundig attest onvolledig indien geen volledig dossier van de overeenstemmende aanvraag om milieu-atteest werd ingediend.

Indien het dossier niet bij het Instituut aanhangig is gemaakt, stuurt de overheid die het ontvangstbewijs aflevert tegelijkertijd een exemplaar van het dossier naar het Instituut. ».

**Art. 10.** In artikel 10, § 1, van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :  
« Binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van het ontvangstbewijs of van het verstrijken van de termijn bedoeld in de artikelen 109 en 140 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw of in de artikelen 12 en 15 van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning, stelt het Instituut het ontwerp van bestek op voor de effectenstudie; tevens zendt het Instituut het gehele dossier met de eventuele opmerkingen aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente, op het grondgebied waarvan het belangrijkste gedeelte van het project moet worden uitgevoerd. »;

2° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Un projet mixte est soumis à une procédure unique de mesures particulières de publicité. »

**Art. 11.** A l'article 12 de la même ordonnance, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Dans les cinq jours de la réception de la notification visée à l'article 10, § 1er, alinéa 6, l'Institut réunit le comité d'accompagnement. Dans les dix jours qui suivent, le comité d'accompagnement :

1° arrête définitivement le cahier des charges de l'étude d'incidences;  
2° détermine le délai dans lequel l'étude d'incidences doit être réalisée;

3° statue sur le choix du chargé d'étude;

4° notifie sa décision au demandeur. »

2° au § 2, deuxième phrase, les mots « approuve le choix » sont remplacés par les mots « statue sur le choix »;

3° le § 3, alinéa 2, est complété comme suit :

« ainsi que les règles d'incompatibilité. »

**Art. 12.** A l'article 13 de la même ordonnance, les mots « rendu ou » sont supprimés.

**Art. 13.** L'article 18, alinéa 3, de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« A défaut pour le comité d'accompagnement de respecter le délai visé aux alinéas 1er et 2, le demandeur peut saisir le Gouvernement. Celui-ci se substitue au comité d'accompagnement. Le Gouvernement notifie sa décision dans les trente jours de sa saisine. »

**Art. 14.** L'article 19, alinéa 1er, de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« Dans les quinze jours qui suivent la notification de la décision prévue à l'article 18 par laquelle le comité d'accompagnement, ou à défaut le Gouvernement, estime l'étude complète, le demandeur avise l'autorité compétente de sa décision :

1° soit de maintenir sa demande de certificat;

2° soit de la retirer;

3° soit de l'amender en vue d'assurer la compatibilité du projet avec les conclusions de l'étude d'incidences. »

**Art. 15.** L'article 20, alinéa 1er, de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« Dans le cas visé à l'article 19, alinéa 1er, 3°, le demandeur transmet au comité d'accompagnement ou au Gouvernement ainsi qu'à l'autorité compétente, les amendements à la demande de certificat dans les six mois de la notification visée à l'article 18. »

**Art. 16.** A l'article 21 de la même ordonnance, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

« Dès réception des exemplaires du dossier, le cas échéant amendé conformément à l'article 19, alinéa 1er, 3°, fournis par le demandeur, l'Institut ou, dans l'hypothèse visée à l'article 18, alinéa 3, le Gouvernement en transmet un exemplaire au collège des bourgmestres et échevins de chaque commune concernée par les incidences du projet et dans laquelle le dossier doit être soumis aux mesures particulières de publicité. »

2° dans l'alinéa 2, le 1° est remplacé par la disposition suivante :

« 1° la demande de certificat; »

3° l'alinéa 2, 6°, est complété comme suit : « visés à l'article 20. »

**Art. 17.** L'article 22, § 3, de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Un projet mixte est soumis à une procédure unique de mesures particulières de publicité. »

**Art. 18.** Dans l'article 23, alinéa 1er, de la même ordonnance, les mots « de la présente ordonnance » sont remplacés par les mots « , 1° ou 2°, ».

**Art. 19.** A l'article 24 de la même ordonnance, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1er, les mots « et aux articles 11, 12, 27 et suivants » sont remplacés par les mots « ou aux articles 12, 13 et 15 »;

2° het derde lid wordt door de volgende bepaling vervangen:

« Een gemengd project wordt aan één enkele procedure van speciale regelen van openbaarmaking onderworpen. »

**Art. 11.** In artikel 12 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Binnen vijf dagen na de ontvangst van de in artikel 10, § 1, zesde lid, bedoelde kennisgeving wordt het begeleidingscomité door het Instituut bijeengeroepen. Binnen de tien daaropvolgende dagen :

1° stelt het begeleidingscomité het bestek van de effectenstudie definitief vast;

2° bepaalt het begeleidingscomité de termijn waarbinnen de effectenstudie moet worden verricht;

3° spreekt het begeleidingscomité zich uit over de keuze van de opdrachthouder;

4° deelt het begeleidingscomité zijn beslissing mede aan de aanvrager. »

2° in § 2, tweede regel, worden de woorden « stemt in met de keuze » vervangen door de woorden « spreekt zich uit over de keuze »;

3° § 3, tweede lid, wordt aangevuld als volgt :

« alsmede de onverenigbaarheidsregelen. »

**Art. 12.** In artikel 13 van dezelfde ordonnantie worden de woorden « getroffen of » geschrapt.

**Art. 13.** Artikel 18, derde lid, van dezelfde ordonnantie wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Indien het begeleidingscomité de termijn, bedoeld in het eerste en in het tweede lid niet in acht neemt, kan de aanvrager zijn dossier bij de Regering aanhangig maken. De Regering treedt in de plaats van het begeleidingscomité. De Regering deelt haar beslissing mede binnen dertig dagen na de aanhangigmaking. »

**Art. 14.** Artikel 19, eerste lid, van dezelfde ordonnantie wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Binnen vijftien dagen na de kennisgeving van de beslissing bedoeld in artikel 18 waarbij het begeleidingscomité, of bij ontstentenis de Regering, de studie volledig acht, geeft de aanvrager de bevoegde overheid kennis van zijn beslissing om hetzij :

1° zijn attestaanvraag te handhaven;

2° ze in te trekken;

3° ze te wijzigen ten einde ervoor te zorgen dat het project verenigbaar is met de conclusie van de effectenstudie. »

**Art. 15.** Artikel 20, eerste lid, van dezelfde ordonnantie wordt vervangen door de volgende bepaling :

« In het geval bedoeld in artikel 19, eerste lid, 3°, maakt de aanvrager de wijzigingen aan zijn attestaanvraag over aan het begeleidingscomité of aan de Regering alsook aan de bevoegde overheid, binnen zes maanden na de in artikel 18 bedoelde kennisgeving. »

**Art. 16.** In artikel 21 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Vanaf de ontvangst van de door de aanvrager geleverde exemplaren van het dossier dat in voorkomend geval overeenkomstig artikel 19, eerste lid, 3°, werd gewijzigd, maakt het Instituut of, in het geval bedoeld in artikel 18, derde lid, de Regering er een exemplaar van over aan het college van burgemeester en schepenen van elke gemeente die bij de effecten van het project betrokken is en waar het dossier aan de speciale regelen van openbaarmaking onderworpen dient te worden. »

2° in het tweede lid, wordt de 1° vervangen door de volgende bepaling :

« 1° de attestaanvraag; »

3° het tweede lid, 6°, wordt aangevuld als volgt : « , bedoeld in artikel 20. »

**Art. 17.** Artikel 22, § 3, van dezelfde ordonnantie wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Een gemengd project wordt aan één enkele procedure van speciale regelen van openbaarmaking onderworpen. »

**Art. 18.** In artikel 23, eerste lid, van dezelfde ordonnantie worden tussen de woorden « in bijlage B » en « vermeld project » de woorden « , 1° of 2°, » ingevoegd.

**Art. 19.** In artikel 24 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « en de artikelen 11, 12, 27 en volgende » vervangen door de woorden « of de artikelen 12, 13 en 15 »;

2° l'alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« En cas de projet mixte, le dossier de demande de certificat d'environnement ou de permis d'environnement est incomplet à défaut d'introduction du dossier complet de la demande de certificat d'urbanisme ou de permis d'urbanisme correspondante et le dossier de demande de certificat d'urbanisme ou de permis d'urbanisme est incomplet à défaut d'introduction du dossier complet de la demande de certificat d'environnement ou de permis d'environnement correspondante. »

**Art. 20.** Dans l'article 25 de la même ordonnance, les mots « ou de l'écoulement du délai visé aux articles 109 et 140 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme ou aux articles 12 et 15 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement » sont insérés entre les mots « accusé de réception » et « , l'autorité compétente ».

**Art. 21.** A l'article 27 de la même ordonnance, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

« Dès réception des exemplaires du dossier fournis par le demandeur, l'autorité compétente en transmet un exemplaire au collège des bourgmestre et échevins de chaque commune de la Région concernée par les incidences du projet et dans laquelle le dossier doit être soumis aux mesures particulières de publicité. »

2° l'alinéa 2, 1°, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° la demande de certificat ou de permis; »

**Art. 22.** L'article 28, § 3, de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Un projet mixte est soumis à une procédure unique de mesures particulières de publicité. »

**Art. 23.** A l'article 29 de la même ordonnance, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1er, les mots « , à l'issue des procédures d'enquête publique et de concertation, » sont supprimés;

2° au § 2, les alinéas 1er, 2 et 3 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Lorsqu'il estime qu'il y a lieu de faire réaliser une étude d'incidences, le Gouvernement notifie sa décision au demandeur dans les soixante jours de la réception du dossier.

Dans ce cas, le Gouvernement :

1° invite le demandeur à faire parvenir à l'Institut une ou des propositions relatives au choix du chargé d'étude;

2° charge l'Institut d'établir le projet de cahier des charges de l'étude d'incidences dans les trente jours;

3° détermine, outre les membres désignés à l'article 11, la composition du comité d'accompagnement.

Dans les cinq jours de l'établissement du projet de cahier des charges, l'Institut réunit le comité d'accompagnement et la procédure se poursuit conformément aux articles 12 à 22. »

3° au § 3, alinéa 2, deuxième phrase, les mots « dans les trente jours » sont insérés entre les mots « l'Institut » et « établit le projet »;

4° au § 3, alinéa 2, la troisième phrase est supprimée;

5° le § 3 est complété par l'alinéa suivant :

« Dans les cinq jours de l'établissement du projet de cahier des charges, l'Institut réunit le comité d'accompagnement et la procédure se poursuit conformément aux articles 12 à 22. »

6° au § 4, les mots « suite à la décision prise par l'Exécutif », « complet » et « sur l'opportunité de réaliser ou non une étude d'incidences » sont supprimés.

**Art. 24.** Dans l'article 30 de la même ordonnance, les mots « , 1° ou 2°, » sont insérés entre les mots « à l'annexe A » et « qui sont envisagés ».

**Art. 25.** A l'article 32 de la même ordonnance, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots « constate sur la base de l'annexe A, 3° ou » sont insérés entre les mots « l'Exécutif » et « estime »;

2° het tweede lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Betreft het een gemengd project, dan wordt het dossier voor de aanvraag om milieu-attest of milieuvergunning als onvolledig beschouwd indien geen volledig dossier van de overeenstemmende aanvraag om stedenbouwkundig attest of om stedenbouwkundige vergunning werd ingediend en is het dossier voor de aanvraag om een stedenbouwkundig attest of om een stedenbouwkundige vergunning onvolledig indien geen volledig dossier van de overeenstemmende aanvraag om milieu-attest of om milieuvergunning werd ingediend. »

**Art. 20.** In artikel 25 van dezelfde ordonnantie worden tussen de woorden « het ontvangstbewijs » en « , gaat de bevoegde overheid » de woorden « of van het verstrijken van de termijn bedoeld in de artikelen 109 en 140 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw of in de artikelen 12 en 15 van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning » ingevoegd.

**Art. 21.** In artikel 27 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Vanaf de ontvangst van de exemplaren van het dossier geleverd door de aanvrager, maakt de bevoegde overheid er een exemplaar van over aan het college van burgemeester en schepenen van elke gemeente van het Gewest die bij de effecten van het project betrokken is en waar het dossier aan de speciale regelen van openbaarmaking onderworpen dient te worden. »

2° het tweede lid, 1°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° de aanvraag om attest of vergunning; »

**Art. 22.** Artikel 28, § 3, van dezelfde ordonnantie wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Een gemengd project wordt aan één enkele procedure van speciale regelen van openbaarmaking onderworpen. »

**Art. 23.** In artikel 29 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, worden de woorden « , na afloop van de procedure van openbaar onderzoek en overleg, » geschrapt;

2° in § 2, worden de eerste, de tweede en derde leden vervangen door de volgende bepalingen :

« Wanneer de Regering van mening is dat een effectenstudie dient te worden verricht, brengt ze haar beslissing ter kennis van de aanvrager binnen zestig dagen vanaf de ontvangst van het dossier

In dit geval :

1° verzoekt de Regering de aanvrager om één of meerdere voorstellen betreffende de keuze van de opdrachthouder aan het Instituut te doen toekomen;

2° belast de Regering het Instituut met het opstellen van het ontwerp van bestek voor de effectenstudie binnen dertig dagen;

3° bepaalt de Regering, naast de leden aangesteld overeenkomstig artikel 11, de samenstelling van het begeleidingscomité.

Binnen vijf dagen na het opmaken van het ontwerp van bestek, roept het Instituut het begeleidingscomité bijeen en wordt de procedure overeenkomstig de artikelen 12 tot 22 voortgezet. »

3° in § 3, tweede lid, tweede zin, worden tussen de woorden « op » en « en » de woorden « binnen dertig dagen » ingevoegd;

4° in § 3, tweede lid, wordt de derde zin geschrapt;

5° § 3 wordt aangevuld met het volgende lid :

« Binnen vijf dagen na het opmaken van het ontwerp van bestek, roept het Instituut het begeleidingscomité bijeen en wordt de procedure overeenkomstig de artikelen 12 tot 22 voortgezet. »

6° in § 4 worden de woorden « ingevolge een beslissing van de Executieve », « volledig » en « over de gepastheid om al dan niet een effectenstudie uit te voeren » geschrapt.

**Art. 24.** In artikel 30 van dezelfde ordonnantie worden tussen de woorden « in bijlage A » en « voorziene projecten » de woorden « , 1° of 2°, » ingevoegd.

**Art. 25.** In artikel 32 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden tussen de woorden « stedenbouw, » en « de mening » de woorden « op basis van de bijlage A, 3° vaststelt of » ingevoegd;

2° l'alinéa 1er, 2°, est remplacé par la disposition suivante :  
 « 2° charge l'Institut d'élaborer le projet de cahier des charges de l'étude d'incidences dans les soixante jours; »;  
 3° dans l'alinéa 3, les mots « dans les soixante jours » sont insérés entre les mots « établi » et « le projet ».

**Art. 26.** L'article 33, alinéa 1er, de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« Dans les cinq jours de l'établissement du projet de cahier des charges, l'Institut réunit le comité d'accompagnement. Dans les dix jours qui suivent, le comité d'accompagnement :

1° arrête définitivement le cahier des charges de l'étude d'incidences;

2° détermine le délai dans lequel l'étude d'incidences doit être réalisée;

3° statue sur le choix du chargé d'étude;

4° notifie sa décision au collège des bourgmestre et échevins. ».

**Art. 27.** A l'article 34, alinéa 1er, de la même ordonnance, les mots « rendu ou » sont supprimés.

**Art. 28.** L'article 39, alinéa 3, de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« A défaut pour le comité d'accompagnement de respecter le délai visé aux alinéas 1er et 2, le collège des bourgmestre et échevins peut saisir le Gouvernement. Celui-ci se substitue au comité d'accompagnement. Le Gouvernement notifie sa décision dans les trente jours de sa saisine. ».

**Art. 29.** Le chapitre III, section V de la même ordonnance, comprenant les articles 42 et 43, est remplacée par les dispositions suivantes :

#### « CHAPITRE IV. — Dispositions particulières.

**Article 42.** Les demandes de permis d'urbanisme ou de lotir ou de permis d'environnement faisant suite à un certificat d'urbanisme ou à un certificat d'environnement, qui a été précédé d'une évaluation des incidences en application de la présente ordonnance, sont dispensées d'une telle évaluation, pour autant qu'elles soient conformes aux certificats délivrés.

Le plan particulier d'affectation du sol ou le permis de lotir non périmé qui a été précédé d'une étude d'incidences en application de la présente ordonnance dispense de l'étude d'incidences et du rapport d'incidences les demandes de certificat d'urbanisme et de permis d'urbanisme ou de lotir portant sur un bien compris dans le périmètre du plan particulier d'affectation du sol ou du permis de lotir.

Le plan particulier d'affectation du sol ou le permis de lotir non périmé qui a été précédé d'un rapport d'incidences en application de la présente ordonnance dispense du rapport d'incidences les demandes de certificat d'urbanisme et de permis d'urbanisme ou de lotir portant sur un bien compris dans le périmètre du plan particulier d'affectation du sol ou du permis de lotir.

Toutefois les prescriptions du plan particulier d'affectation du sol peuvent imposer une étude d'incidences ou un rapport d'incidences. Dans ce cas, les articles 8 à 22 ou les articles 23 à 29 sont applicables.

**Article 43.** Le Gouvernement fixe les conditions d'octroi de subventions aux communes pour la réalisation des études d'incidences relatives aux projets de plans particuliers d'affectation du sol. ».

**Art. 30.** L'intitulé du titre III de la même ordonnance est remplacé par l'intitulé suivant :

« Titre III — Dispositions transitoires et finales. ».

**Art. 31.** Des articles 43bis, 43ter et 43quater, rédigés comme suit, sont insérés dans le titre III de la même ordonnance :

« Article 43bis. Les projets de plans particuliers d'affectation du sol qui ne sont pas adoptés provisoirement par le conseil communal ou par le Gouvernement au 1er décembre 1993, sont soumis à un rapport d'incidences, auquel cas, l'article 31 est applicable.

Le Gouvernement, lorsqu'il approuve le dossier de base d'un plan particulier d'affectation du sol qui a fait l'objet de l'avis de la commission de concertation visé à l'article 53 de l'ordonnance du

2° het eerste lid, 2° wordt vervangen door de volgende bepaling :  
 « 2° belast ze het Instituut met het opstellen van het ontwerp van bestek van de effectenstudie binnen zestig dagen; »;  
 3° in het derde lid worden tussen de woorden « effectenstudie » en « op » de woorden « binnen zestig dagen » ingevoegd.

**Art. 26.** Artikel 33, eerste lid, van dezelfde ordonnantie wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Binnen vijf dagen na het opmaken van het ontwerp van bestek, roept het Instituut het begeleidingscomité bijeen. Binnen de tien daaropvolgende dagen :

1° stelt het begeleidingscomité het bestek van de effectenstudie definitief vast;

2° bepaalt het begeleidingscomité de termijn waarbinnen de effectenstudie moet worden verricht;

3° spreekt het begeleidingscomité zich uit over de keuze van de opdrachthouder;

4° deelt het begeleidingscomité zijn beslissing mede aan het college van burgemeester en schepenen. ».

**Art. 27.** In artikel 34, eerste lid, van dezelfde ordonnantie worden de woorden « getroffen of » geschrapt.

**Art. 28.** Artikel 39, derde lid, van dezelfde ordonnantie wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Indien het begeleidingscomité de termijn, bedoeld in het eerste en in het tweede lid, niet in acht neemt, kan het college van burgemeester en schepenen zijn dossier bij de Regering aanhangig maken. De Regering treedt in de plaats van het begeleidingscomité. De Regering deelt haar beslissing mede binnen dertig dagen na de aanhangigmaking. ».

**Art. 29.** Hoofdstuk III, afdeling V van dezelfde ordonnantie, dat de artikelen 42 en 43 bevat, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

#### « HOOFDSTUK IV. — Bijzondere bepalingen.

**Artikel 42.** De aanvragen om stedeboouwkundige vergunning, verkavelingsvergunning of milieuvergunning, die volgen op een stedeboouwkundig attest of een milieu-attest, dat met toepassing van deze ordonnantie door een effectenbeoordeling is voorafgegaan, worden vrijgesteld van een dergelijke procedure, voor zover ze overeenstemmen met de afgegeven attesten.

Het bijzonder bestemmingsplan of de niet-vernallen verkavelingsvergunning die met toepassing van deze ordonnantie door een effectenstudie is voorafgegaan, stelt de aanvragen om stedeboouwkundig attest en om stedeboouwkundige vergunning of verkavelingsvergunning betreffende een goed gelegen binnen de omtrek van het bijzonder bestemmingsplan of van de verkavelingsvergunning vrij van de effectenstudie en van het effectenverslag.

Het bijzonder bestemmingsplan of de niet-vernallen verkavelingsvergunning die met toepassing van deze ordonnantie door een effectenverslag is voorafgegaan, stelt de aanvragen om stedeboouwkundig attest en om stedeboouwkundige vergunning of verkavelingsvergunning betreffende een goed gelegen binnen de omtrek van het bijzonder bestemmingsplan of van de verkavelingsvergunning vrij van het effectenverslag.

De voorschriften van het bijzonder bestemmingsplan kunnen evenwel een effectenstudie of een effectenverslag opleggen. In dit geval zijn de artikelen 8 tot 22 of de artikelen 23 tot 29 van toepassing.

**Artikel 43.** De Regering legt de toekenningsvoorwaarden van de toelagen aan de gemeenten vast voor de uitvoering van de effectenstudies betreffende de ontwerpen van bijzondere bestemmingsplannen. ».

**Art. 30.** Het opschrift van titel III van dezelfde ordonnantie wordt door het volgend opschrift vervangen :

« Titel III — Overgangs- en slotbepalingen. ».

**Art. 31.** Artikelen 43bis, 43ter en 43quater worden in titel III van dezelfde ordonnantie ingevoegd en luidend :

« Artikel 43bis. De ontwerpen van bijzondere bestemmingsplannen die op 1 december 1993 niet voorlopig aangenomen werden door de gemeenteraad of door de Regering, worden aan een effectenverslag onderworpen; in dit geval is artikel 31 van toepassing.

Wanneer de Regering het basisdossier van een bijzonder bestemmingsplan, dat het voorwerp heeft uitgemaakt van het advies van de overlegcommissie, zoals bedoeld in artikel 53 van de ordonnantie

29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, peut, s'il l'estime opportun, soumettre l'approbation du dossier de base à la réalisation d'une étude d'incidences, auquel cas, les articles 32 à 41 sont applicables.

**Article 43ter.** Les demandes de certificats d'urbanisme qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance, ont fait l'objet d'un accusé de réception, conformément aux articles 109 et 140 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, ou dont l'attestation de dépôt ou la date de l'envoi recommandé est antérieure au dixième jour qui précède l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, ne sont pas soumises aux dispositions de la présente ordonnance.

Les demandes de permis d'urbanisme ou de lotir qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance, ont fait l'objet d'un accusé de réception, conformément aux articles 109 et 140 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, ou dont l'attestation de dépôt ou la date de l'envoi recommandé est antérieure au dixième jour qui précède l'entrée en vigueur de la présente ordonnance et dont le délai d'instruction visé aux articles 119 et 142 de l'ordonnance du 29 août 1991 n'est pas expiré à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance, sont soumises à un rapport d'incidences, conforme à l'article 23.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, le délai d'instruction est suspendu tant que le rapport d'incidences n'a pas été transmis à l'autorité délivrant le permis.

**Article 43quater.** Pour autant qu'elle soit fondée sur les conclusions de l'évaluation des incidences, la décision sur une demande de permis d'urbanisme ou de lotir peut remettre en cause l'effet attaché, par l'article 161 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, au certificat d'urbanisme lorsque la demande relative audit certificat n'a pas été soumise à la présente ordonnance.

Dans le cas où un certificat d'urbanisme a été délivré avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance pour un projet mentionné à l'annexe A, 1<sup>o</sup>, la demande de permis d'urbanisme qui y fait suite est soumise aux articles 8 à 22.

Dans le cas où un certificat d'urbanisme a été délivré avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance pour un projet mentionné à l'annexe A, 2<sup>o</sup>, les dispositions suivantes sont applicables :

- 1<sup>o</sup> un certificat d'environnement n'est pas requis pour ce projet;
- 2<sup>o</sup> les demandes de permis d'urbanisme ou de lotir et les demandes de permis d'environnement qui sont relatives à ce projet sont soumises aux articles 8 à 22.

Dans le cas où un certificat d'urbanisme a été délivré avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance pour un projet mentionné à l'annexe B, 1<sup>o</sup> ou 2<sup>o</sup>, la demande de permis d'urbanisme ou de lotir qui y fait suite est soumise aux articles 23 à 29.

Dans les cas visés aux alinéas 2 et 3, les délais visés aux articles 119 et 142 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme sont calculés à dater de la réception des exemplaires du dossier fournis par le demandeur, visée à l'article 21, alinéa 1er. ».

**Art. 32.** Les annexes de l'ordonnance du 20 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale sont remplacées par les annexes de la présente ordonnance.

**Art. 33.** L'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale, modifiée par la présente ordonnance, entre en vigueur le 1er décembre 1993.

#### Annexe A

##### Projets soumis à étude d'incidences

1<sup>o</sup> Projets soumis à permis, en vertu de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme :

- a) centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires (à l'exception des installations de recherche pour la production et la transformation de matières fissiles et fertiles, dont la puissance maximale ne dépasse par 1 KW de durée permanente thermique);

de 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedebebauw, goedgekeurd kan ze, indien ze het wenselijk acht, de goedkeuring van het basisdossier afhankelijk stellen van de uitvoering van een effectenstudie; in dit geval zijn de artikelen 32 tot 41 van toepassing.

**Artikel 43ter.** De aanvragen om stedebebauwkundige attesten die vóór de inwerking-tredingsdatum van deze ordonnantie het voorwerp zijn geweest van een ontvangstbewijs, overeenkomstig de artikelen 109 en 140 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedebebauw of waarvan het indieningsbewijs of de verzendingsdatum van de aangetekende brief tien dagen voorafgaand is aan de inwerking-treding van deze ordonnantie, worden niet aan de bepalingen van deze ordonnantie onderworpen.

De aanvragen om stedebebauwkundige vergunningen of verkavelingsvergunningen die vóór de inwerking-tredingsdatum van deze ordonnantie het voorwerp zijn geweest van een ontvangstbewijs, overeenkomstig de artikelen 109 en 140 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedebebauw, of waarvan het indieningsbewijs of de verzendingsdatum van de aangetekende brief van de tiende dag zijn voorafgaand aan de inwerking-treding van deze ordonnantie en waarvan de behandelingstermijn bedoeld in de artikelen 119 en 142 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 niet verstreken is op de inwerking-tredingsdatum van deze ordonnantie, worden aan een effectenverslag onderworpen overeenkomstig artikel 23.

In het in het tweede lid bedoelde geval wordt de onderzoekstermijn geschorst zolang het effectenverslag niet aan de vergunning-verlenende overheid werd overgemaakt.

**Artikel 43quater.** Voor zover de beslissing over een aanvraag om stedebebauwkundige vergunning of verkavelingsvergunning op de conclusies van de effectenbeoordeling berust, kan ze het gevolg dat bij artikel 161 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedebebauw aan het stedebebauwkundig attest verbonden is, opnieuw in vraag stellen, wanneer de aanvraag betreffende dit attest niet aan deze ordonnantie onderworpen werd.

Indien een stedebebauwkundig attest voor een project vermeld in bijlage A, 1<sup>o</sup>, afgegeven is vóór de inwerking-treding van deze ordonnantie, zijn de artikelen 8 tot 22 van toepassing op de aanvraag om een stedebebauwkundige vergunning of om een verkavelingsvergunning die erop volgt.

Indien een stedebebauwkundig attest voor een project vermeld in bijlage A, 2<sup>o</sup>, afgegeven is vóór de inwerking-treding van deze ordonnantie, zijn de volgende regels van toepassing :

- 1<sup>o</sup> voor zulk een project is geen milieu-atteest vereist;
- 2<sup>o</sup> op de aanvragen om een stedebebauwkundige vergunning of om een verkavelingsvergunning en op de aanvragen om een milieuvergunning betreffende zulk een project zijn de artikelen 8 tot 22 van toepassing.

Indien een stedebebauwkundig attest voor een project vermeld in bijlage B, 1<sup>o</sup> of 2<sup>o</sup>, afgegeven is vóór de inwerking-treding van deze ordonnantie, zijn de artikelen 23 tot 29 van toepassing op de aanvraag om een stedebebauwkundige vergunning of een verkavelingsvergunning die erop volgt.

In de gevallen bedoeld in het tweede en derde lid worden de termijnen, bepaald bij de artikelen 119 en 142 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedebebauw, berekend vanaf de ontvangst van de door de aanvrager geleverde exemplaren van het dossier, zoals bedoeld in artikel 21, eerste lid. ».

**Art. 32.** De bijlagen bij de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden vervangen door de bijlagen bij deze ordonnantie.

**Art. 33.** De ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd bij deze ordonnantie, treedt in werking op 1 december 1993.

#### Bijlage A

##### Projecten onderworpen aan een effectenstudie

1<sup>o</sup> Projecten waarvoor krachtens de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedebebauw een vergunning vereist is :

- a) kerncentrales en andere kernreactoren (met uitzondering van de onderzoeksinstallaties voor de productie en verwerking van splijt- en kweekstoffen met een constant vermogen van ten hoogste 1 thermische KW);

b) installations destinées exclusivement à stocker en permanence ou à éliminer définitivement des déchets radioactifs;

c) construction d'autoroutes, de voies rapides, d'infrastructures routières de quatre bandes de circulation ou plus, d'ouvrages d'art souterrains ou aériens, de voies pour le trafic à grande distance des chemins de fer ainsi que d'aéroports dont la piste de décollage et d'atterrissage a une longueur de 2 100 mètres et plus;

d) modifications de voiries portant le nombre de bandes de circulation automobile à quatre ou plus — à l'exclusion des bandes réservées au transport en commun —, et de voies de chemin de fer portant le nombre total de voies à trois ou plus;

e) ports de commerce maritime ainsi que les voies navigables et les ports de navigation intérieure permettant l'accès de bateaux à partir de 1 350 tonnes;

f) pistes permanentes de course et d'essai pour automobiles et motocycles;

g) construction d'un immeuble de bureaux dont la superficie de plancher hors sol dépasse 20 000 m<sup>2</sup> sauf si cette construction est comprise dans le périmètre d'un plan particulier d'affectation du sol qui a été précédé d'une évaluation des incidences.

2° Projets soumis à permis, en vertu de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme et en vertu de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement :

les installations de classe I.A. au sens de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement.

3° Projets de plans particuliers d'affectation du sol :

a) projet de plan particulier d'affectation du sol permettant la réalisation d'un total de plus de 50 000 m<sup>2</sup> hors sol de bureaux;

b) projet de plan particulier d'affectation du sol permettant la réalisation d'un total de plus de 500 emplacements de parking.

#### Annexe B

##### Projets soumis à rapport d'incidences

1° Projets soumis à permis d'urbanisme, en vertu de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme.

a) projets d'affectation de terres incultes ou d'étendues semi-naturelles à l'exploitation agricole intensive;

b) premiers reboisements, lorsqu'ils risquent d'entraîner des transformations écologiques négatives, et défrichements destinés à permettre la conversion en vue d'un autre type d'exploitation du sol;

c) installations industrielles destinées au transport de gaz vapeur et d'eau chaude; transport d'énergie électrique par lignes aériennes;

d) installations pour la production ou l'enrichissement de combustibles nucléaires;

e) installations pour le retraitement de combustibles nucléaires irradiés;

f) installations pour la collecte et le traitement de déchets radioactifs (autres que celles prévues à l'annexe A);

g) aménagement de zones industrielles de plus de dix hectares;

h) aménagement d'une zone de chemin de fer de plus de dix hectares avec changement d'affectation;

i) tous travaux d'infrastructure de communication induisant une modification substantielle du régime de circulation du tronçon et/ou du réseau environnant, et pour autant qu'ils ne soient pas visés par l'annexe A;

j) tous travaux modifiant ou perturbant le réseau hydrographique;

k) barrages et autres installations destinées à retenir les eaux ou à les stocker d'une manière durable;

l) installations d'oléoducs et de gazoducs;

m) installations d'aqueducs sur de longues distances;

n) remontées mécaniques et télégraphiques;

o) complexes hôteliers de plus de 100 chambres;

p) villages de vacances;

q) ports de plaisance;

r) aménagement d'une propriété plantée de plus de 5 000 m<sup>2</sup>;

b) inrichtingen die uitsluitend bestemd zijn voor de permanente opslag of de definitieve verwijdering van radioactief afval;

c) aanleg van autosnelwegen, wegen met vier rijbanen of meer, ondergrondse of bovengrondse kunstwerken, spoorwegtrajecten voor spoorverkeer over lange afstand alsmede van vliegvelden met een start- en landingsbaan van tenminste 2 100 meter;

d) wijziging van wegen waarbij het aantal banen voor autoverkeer op vier of meer gebracht wordt — met uitzondering van de banen voorbehouden voor het openbaar vervoer — en van spoorweglijnen waarbij het aantal spoorbanen op drie of meer gebracht wordt;

e) zeehandelshavens alsmede waterwegen en havens voor de binnenvaart, bevaarbaar voor schepen van meer dan 1 350 ton;

f) permanente wedstrijd- en oefencircuits voor auto's en tweewielige motorvoertuigen;

g) bouw van een kantoorgebouw waarvan de totale bovengrondse vloeroppervlakte groter is dan 20 000 m<sup>2</sup> behalve indien deze bouw gelegen is in de omtrek van een bijzonder bestemmingsplan dat door een effectenbeoordeling werd voorafgegaan.

2° Projecten waarvoor krachtens de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw en krachtens de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning een vergunning vereist is :

de inrichtingen van klasse I.A. in de zin van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning.

3° Ontwerpen van bijzondere bestemmingsplannen :

a) ontwerp van bijzonder bestemmingsplan dat de realisatie van meer dan 50 000 m<sup>2</sup> bovengrondse kantooroppervlakte in totaal mogelijk maakt;

b) ontwerp van bijzonder bestemmingsplan dat de aanleg van meer dan 500 parkeerplaatsen in totaal mogelijk maakt.

#### Bijlage B

##### Projecten onderworpen aan een effectenverslag

1° Projecten waarvoor krachtens de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw een vergunning vereist is.

a) projecten met betrekking tot de bestemming van woeste gronden of semi-natuurlijke gebieden voor intensieve landbouw;

b) eerste herbebossing, wanneer deze negatieve ecologische veranderingen met zich kan brengen en rooing met het oog op een ander bodemgebruik;

c) industriële installaties voor het transport van stoom en warm water; transport van elektrische energie via bovengrondse leidingen;

d) inrichtingen voor de productie of de verrijking van splijtstoffen;

e) inrichtingen voor de opwerking van bestraalde splijtstoffen;

f) inrichtingen voor de verzameling en de behandeling van radioactief afval (voor zover niet in bijlage A opgenomen);

g) aanleg van industriegebieden van meer dan tien hectare;

h) aanleg van een gebied voor spoorweginstallaties van meer dan tien hectare, met bestemmingswijziging;

i) alle verkeersinfrastructuurwerken die een wezenlijke wijziging van het verkeerstelsel van het stuk weg en/of van het omliggende net meebrengen voor zover deze niet bedoeld zijn in bijlage A;

j) alle werken die het hydrografisch net wijzigen of verstoren;

k) stuwdammen en andere inrichtingen voor het stuwen of duurzaam opslaan van water;

l) aanleg van olie- en gaspijpleidingen;

m) aanleg van waterleidingen over lange afstand;

n) mechanische kabellijnen en kabelbanen;

o) hotelcomplexen van meer dan 100 kamers;

p) vakantiedorpen;

q) jachthavens;

r) aanleg van een beplant eigendom van meer dan 5 000 m<sup>2</sup>;

s) construction d'un immeuble de bureaux dont la superficie de planchers se situe entre 5 000 m<sup>2</sup> et 20 000 m<sup>2</sup> hors sol;

t) plus de 1 000 m<sup>2</sup> d'ateliers de commerces ou de dépôts dans les zones principalement affectées à l'habitation;

u) équipements sportifs, culturels, de loisirs, scolaires et sociaux d'une capacité d'accueil supérieure à 200 personnes;

v) modification des projets figurant à l'annexe A, 1<sup>o</sup>, ainsi que projets de l'annexe A, 1<sup>o</sup>, qui servent exclusivement ou essentiellement au développement et à l'essai de nouvelles méthodes ou produits et qui ne sont pas utilisées pendant plus d'un an.

2<sup>o</sup> Projets soumis à permis, en vertu de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme et en vertu de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement :

les installations de classe I.B. au sens de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement.

3<sup>o</sup> Projets de plans particuliers d'affectation du sol :

les projets de plans particuliers d'affectation du sol non visés à l'annexe A, 3<sup>o</sup>.

Adopté par le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 novembre 1993.

Le Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances,  
du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

J. CHABERT

Le Ministre du Logement, de l'Environnement,  
de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,

D. GOSUIN

Le Ministre de l'Economie,  
R. GRIJP

Le Ministre des Travaux publics, des Communications  
et de la Rénovation des Sites d'Activités économiques désaffectés,  
J.-L. THYS

s) bouw van een kantoorgebouw waarvan de totale bovengrondse vloeroppervlakte tussen 5 000 en 20 000 m<sup>2</sup> begrepen is;

t) werkplaatsen, handelszaken of opslagruimten op een oppervlakte groter dan 1 000 m<sup>2</sup> in gebieden hoofdzakelijk bestemd voor woningen;

u) sport-, cultuur-, vrijetijds-, school- of sociale uitrustingen die plaats bieden aan meer dan 200 personen;

v) wijziging in projecten van bijlage A, 1<sup>o</sup>, en projecten van bijlage A, 1<sup>o</sup>, die uitsluitend of hoofdzakelijk dienen voor het ontwikkelen en beproeven van nieuwe methoden of produkten en die niet langer dan één jaar worden gebruikt.

2<sup>o</sup> Projecten waarvoor krachtens de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw en krachtens de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning een vergunning vereist is :

de inrichtingen van klasse I.B. in de zin van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning.

3<sup>o</sup> Ontwerpen van bijzondere bestemmingsplannen :

de ontwerpen van bijzondere bestemmingsplannen die niet in bijlage A, 3<sup>o</sup> bedoeld zijn.

Aangenomen door de Brusselse Hoofdstedelijke Raad.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 23 november 1993.

De Voorzitter van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en Minister van Ruimtelijke Ordening, Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling,

Ch. PICQUE

De Minister van Financiën,  
Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

De Minister van Huisvesting, Leefmilieu,  
Natuurbehoud en Waterbeleid,

D. GOSUIN

De Minister van Economie,  
R. GRIJP

De Minister van Openbare Werken,  
Verkeer en Vernieuwing van Agedankte Bedrijfsruimten,  
J.-L. THYS

F. 93 — 2718

[C — 31399]

23 NOVEMBRE 1993

Ordonnance modifiant l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** La présente ordonnance règle une matière visée par l'article 107<sup>quater</sup> de la Constitution.

**Art. 2.** Dans l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement, les mots « l'Exécutif » sont remplacés par les mots « le Gouvernement ».

**Art. 3.** A l'article 3 de la même ordonnance, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> au 3<sup>o</sup>, les mots « la mise en place », sont insérés entre le mot « exploitation : » et les mots « la mise en service »;

N. 93 — 2718

[C — 31399]

23 NOVEMBER 1993

Ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 107<sup>quater</sup> van de Grondwet.

**Art. 2.** In de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning worden de woorden « de Executieve » vervangen door de woorden « de Regering ».

**Art. 3.** In artikel 3 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in 3<sup>o</sup>, worden de woorden « de vestiging », ingevoegd tussen het woord « exploitatie : » en de woorden « de indienststelling »;

(1) Session ordinaire 1993-1994

Documents du Conseil. — A-285/1. Projet d'ordonnance. — A-285/2 Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion. Séance du 18 novembre 1993. — Adoption. Séance du 18 novembre 1993.

(1) Gewone zitting 1993-1994

Dokumenten van de Raad. — A-285/1. Ontwerp van ordonnantie. — A-285/2. Verslag.

Volledig verslag. — Bespreking. Vergadering van 18 november 1993. — Aanneming. Vergadering van 18 november 1993.